

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1954-1955.

SÉANCE DU 7 JUIN 1955.

Proposition de loi rétablissant l'égalité des droits dans les villes d'importance moyenne et les communes rurales.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Une série de lois, d'arrêtés ou de règlements établissent des régimes différents à l'égard des citoyens selon le chiffre de population de la commune qu'ils habitent.

Il en est notamment ainsi en matière d'impôts sur les revenus, de pensions de vieillesse, de politique du logement et de rémunération de certains fonctionnaires.

La législation constitue ainsi une discrimination au détriment des citoyens habitant les moyennes ou petites communes, dont on prétend trouver la justification dans le coût de la vie prétendument moins élevé en ces communes.

Cette considération est assez contestable en fait, car il ne manque pas d'articles qui peuvent s'obtenir à meilleur marché dans les grandes villes que dans les campagnes, mais si même elle était partiellement exacte, elle ne justifierait aucunement la politique que l'on en a déduite.

On peut en tous cas soutenir que si les habitants des communes rurales veulent s'assurer les différents confort et satisfactions réalisés en ville par les services publics ou l'équipement du commerce, ils doivent y consacrer des dépenses, des efforts ou des déplacements dépassant ce qui s'impose dans les grandes agglomérations.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1954-1955.

VERGADERING VAN 7 JUNI 1955.

Wetsvoorstel tot herstel van de gelijkgerechtigheid voor de middelgrote steden en de plattelandsgemeenten.

TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Een aantal wetten, besluiten of verordeningen hebben ten aanzien van de burgers een verschillende regeling getroffen volgens het bevolkingscijfer der gemeente die zij bewonen.

Dit is onder meer het geval inzake inkomstenbelasting, ouderdomspensioen, huisvestingspolitiek en bezoldiging van sommige ambtenaren.

De wetgeving maakt dus een onderscheid ten nadele van de burgers die in kleine of middelgrote gemeenten wonen, omdat, naar men beweert, de kosten van levensonderhoud in die gemeenten minder hoog zijn.

Dit argument is in feite nogal betwistbaar, want vele artikelen zijn in de grote steden goedkoper te verkrijgen dan op het platteland; doch al was het ten dele juist, dan nog zou het in geen geval grond opleveren voor de politiek die er thans op berust.

Men kan alleszins staande houden dat de inwoners van de plattelandsgemeenten, die zich dezelfde gerieflijkheden en genoegens willen verschaffen als in de steden door de openbare diensten of door de handel worden aangeboden, zich daarvoor ook meer uitgaven, inspanningen of verplaatsingen moeten getroosten dan de inwoners van de grote agglomeraties.

Mais, au fond, cette discussion est assez dénuée de pertinence car il serait vain de vouloir compenser ou annuler les avantages des différents habitats.

La seule question qui se pose est de savoir s'il est opportun de créer par une politique artificielle un avantage à la concentration des populations dans les grands centres et de supprimer ou compenser par une politique discriminatoire les quelques avantages naturels que présentent les petites et moyennes agglomérations.

Le problème ainsi posé ne comporte évidemment aucune condamnation des grandes agglomérations, ni aucune tendance à contrecarrer les raisons naturelles et profondes que l'évolution moderne apporte à leur constitution.

Il tend simplement à amener le législateur à réexaminer si la tendance suivie depuis quelques années en différentes matières et réalisant une discrimination au détriment des petites villes et des villages, est fondée.

Il nous semble que les faits apportent à ce problème une réponse négative catégorique.

Les statistiques démographiques font apparaître un net excédent des émigrations sur les immigrations dans les villages, au point que de nombreuses et vastes régions rurales subissent un dépeuplement progressif caractérisé.

De 1910 à 1947, la population totale de toutes les communes comptant moins de 2.000 habitants est tombée de 1.654.307 à 1.504.383, soit près de 10 p. c., tandis que, durant la même période, la population totale du Royaume passait de 7.423.784 à 8.512.195, c'est-à-dire qu'elle augmentait de 15 p. c.

De 1910 à 1930, la population des communes de moins de 2.000 habitants a diminué dans 1.172 communes sur 1.849, et notamment :

- dans 16 communes sur 16 de l'arrondissement de Dixmude;
- dans 48 communes sur 50 de l'arrondissement de Ath;
- dans 54 communes sur 67 de l'arrondissement de Thuin;
- dans 90 communes sur 113 de l'arrondissement de Namur;
- dans 19 communes sur 23 de l'arrondissement de Ypres.

En 1930, les communes de moins de 5.000 habitants comprenaient 39,5 p. c. de la population du Royaume.

En 1947, elles n'en comprenaient plus que 37,3 p. c.

(Source : Institut d'Etudes économiques et sociales des Classes Moyennes. — Rapport exercice 1954, Contribution à l'étude de la distribution.)

Personne ne peut considérer que cette évolution soit réjouissante et qu'il faille encore l'accentuer par des pénalisations discriminatoires.

Personne ne peut contester, au surplus, que les progrès qui sont en voie de réalisation et qui doivent être accentués encore, pour développer la produc-

Maar eigenlijk komt deze discussie hier weinig van pas, want het zou geen zin hebben de voordelen van de verschillende woonplaatsen juist tegen elkaar te willen afwegen of te niet te doen.

De enige vraag zij of het wenselijk is, door een kunstmatige politiek, de bevolkingsconcentratie in de grote centra te bevorderen en door een discriminatie de enkele natuurlijke voordelen die de kleine en middelgrote agglomeraties bieden, af te schaffen of te compenseren.

Deze probleemstelling houdt natuurlijk geen verordeling in van de grote agglomeraties, en strekt er evenmin toe om de natuurlijke en diepe oorzaken tegen te werken die in de moderne evolutie tot hun ontstaan leiden.

Wij willen de wetgever er alleen toe brengen, opnieuw te onderzoeken of de sedert enkele jaren bestaande strekking om op verschillend gebied een onderscheid te maken ten nadele van de kleine steden en de dorpen, wel gegrond is.

Het komt ons voor, dat de feiten hierop een categoriek ontkennend antwoord geven.

Uit de bevolkingsstatistiek blijkt dat de emigratie in de dorpen veel groter is dan de immigratie, bij zoverre dat tal van uitgestrekte landelijke gebieden een kennelijk voortschrijdende ontvolking ondergaan.

Van 1910 tot 1947, daalde de gezamenlijke bevolking van al de gemeenten met minder dan 2.000 inwoners van 1.654.307 tot 1.504.383, d.i. met bijna 10 t. h., terwijl gedurende dezelfde periode, de totale bevolking van het Rijk van 7.423.784 tot 8.512.195, d.w.z. met 15 t. h. toenam.

Van 1910 tot 1930 verminderde de bevolking in 1.172 van de 1.849 gemeenten met minder dan 2.000 inwoners, en wel :

- in 16 gemeenten op 16 in het Arrondissement Diksmuide;
- in 48 gemeenten op 50 in het Arrondissement Aat;
- in 54 gemeenten op 67 in het Arrondissement Thuin;
- in 90 gemeenten op 113 in het Arrondissement Namen;
- in 19 gemeenten op 23 in het Arrondissement Ieper.

In 1930 telde de gemeenten met minder dan 5.000 inwoners 39,5 t. h. van de bevolking van het Rijk.

' In 1947 telde zij er nog 37,3 t. h.

(Bron : Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, Jaarverslag 1954, Bijdrage tot de studie van de distributie).

Niemand kan deze ontwikkeling verheugend noemen en een verscherping er van door discriminatie, maatregelen wenselijk achten.

Niemand kan bovendien betwisten dat de pogingen die thans gedaan worden en die nog verder moeten gaan, om de landbouwproductiviteit te

tivité agricole et mettre notre agriculture nationale en état de soutenir à la fois la concurrence étrangère et le haut niveau de vie et de salaires de notre pays, réduisent toujours davantage le nombre de personnes occupées par les travaux agricoles.

Il faut donc prévoir que la solution progressive du problème agricole développera simultanément le problème rural qui consiste à maintenir dans les communes petites et moyennes, une population qui puisse y trouver du travail et y remplir le rôle économique et social précieux qui est le fruit de ces communautés humaines traditionnelles.

S'il en est ainsi, le moins que l'Etat puisse et doive faire, c'est, nous le répétons, de ne pas les pénaliser.

* *

En matière d'impôts sur les revenus, les lois coordonnées prévoient un minimum non imposable qui s'élève à 15.000, 17.000 ou 22.000 francs selon les communes, pour la taxe professionnelle, et à 25.000, 30.000 ou 40.000 francs pour l'impôt complémentaire personnel.

Outre ce que nous avons exposé ci-dessus, quant à l'inadmissibilité de principe de cette discrimination, ces chiffres expriment une échelle totalement injustifiée en fait.

Indépendamment de leurs conséquences fiscales, ils entraînent éventuellement une exclusion de certains avantages, notamment en matière de majoration de pensions de vieillesse.

Qui pourrait soutenir que la communauté ait intérêt à retenir ou à amener en ville les citoyens âgés et à les empêcher, peut-être, de se retirer dans leur commune natale qu'ils n'ont quittée bien souvent que pour des raisons professionnelles ?

* *

Les lois coordonnées sur les pensions de vieillesse comportent deux dispositions, inspirées de la même tendance que nous voulons supprimer.

Elles prévoient d'abord que, pour le calcul de l'état de besoin et des possibilités d'intervention des descendants à titre de rente alimentaire, la présomption d'aisance variera selon le chiffre de population des communes où résident ces descendants.

Ainsi, une personne âgée obtiendra ou n'obtiendra pas de pension, selon que ses enfants habiteront dans telle ou telle commune et jouiront de revenus variant de 40.000 à 48.000 et à 60.000 francs.

Cela signifie qu'un enfant ayant un revenu de 60.000 francs devra une pension à ses descendants, et que ceux-ci se verront refuser la pension, s'il habite dans le même village qu'eux, mais cette situation se renversera si cet enfant quitte sa commune et va se fixer dans une grande agglomération.

ontwikkelen en onze landbouw in staat te stellen aan de buitenlandse concurrentie het hoofd te bieden, en het hoge levens- enloonpeil in ons land te helpen schrappen, het aantal in de landbouw tewerkgestelde personen steeds verder doen dalen.

Het is dus te voorzien dat de geleidelijke oplossing van het landbouwprobleem zal leiden tot een verscherping van het plattelandsprobleem dat er in bestaat in de kleine en middelgrote gemeenten een bevolking vast te houden die daar werk kan vinden en er de kostbare economische en sociale rol vervullen welke de vrucht is van die traditionele gemeenschappen.

Indien dit waar is, dan kan en mag de Staat niet minder doen, wij herhalen het, dan zich te onthouden van strafmaatregelen.

* *

Op het gebied van de inkomstenbelasting bepalen de samengeschakelde wetten een niet belastbaar minimum van 15.000, 17.000 of 22.000 frank naargelang van de gemeenten, voor de bedrijfsbelasting, en 25.000, 30.000 of 40.000 frank voor de aanvullende personele belasting.

Behalve dat deze discriminatie, zoals wij hierboven betoogd hebben, in beginsel onaanvaardbaar is, blijkt uit deze cijfers dat een dergelijke belastingschaal ook in feite volkomen onverantwoord is.

Afgezien van hun fiscale gevolgen, leiden die cijfers eventueel ook tot uitsluiting van sommige voordelen, met name inzake ouderdomsrentetoeslag.

Wie zou kunnen beweren dat de gemeenschap er belang bij heeft de bejaarde burgers in de steden te houden of te doen komen, en hen misschien te beletten terug te keren naar hun geboortedorp, dat zij veelal alleen ter wille van hun beroep hebben verlaten ?

* *

In de samengeordende wetten op de ouderdomspensioenen komen twee bepalingen voor die eveneens uitgaan van de strekking welke wij hier willen bestrijden.

Eensdeels is daarin gezegd dat, bij de berekening van de staat van behoefte en de mogelijkheden van de afstammelingen om bij te dragen in het alimentatiegeld, het vermoeden van welstand zal schommelen volgens het bevolkingscijfer van de gemeenten waar die afstammelingen wonen.

Aldus kan een bejaard persoon het pensioen al dan niet ontvangen naargelang zijn kinderen in deze of gene gemeente wonen en hun inkomsten schommelen tussen 40.000 en 48.000 of 60.000 frank.

Dit betekent, dat een kind met een inkomen van 60.000 frank alimentatiegeld verschuldigd is aan zijn ascendenten en dat dezen geen pensioen zullen verkrijgen indien dat kind in dezelfde gemeente woont als zij, maar dat de toestand omslaat zodra het zijn gemeente verlaat om zich in een grote agglomeratie te gaan vestigen.

C'est une politique évidemment injustifiable et à laquelle il importe d'y mettre fin.

D'autre part, en matière de pension aux assurés libres, l'octroi de la majoration dépend du revenu cadastral des propriétés du demandeur et varie selon les communes.

Tel demandeur ayant un revenu de 5.200 francs se verra refuser la majoration de pension s'il habite une petite ou une moyenne commune, mais l'obtiendra s'il émigre dans une grande agglomération.

Nous proposons la suppression de ces anomalies pernicieuses et dès maintenant, nous signalons que, dans le projet de loi actuellement pendant devant le Parlement sur la pension des indépendants, il faudra prévoir que le Roi, en établissant les normes de l'état de besoin pour la période transitoire, devra le faire sans qu'il puisse être créé de discrimination selon l'importance des populations des communes.

* *

En matière d'habitation et de logement, les discriminations ne sont pas établies par les lois, mais par les arrêtés ou règlements d'application.

Il en est ainsi pour :

le règlement en vigueur pour l'application des articles 5 et 6 de la loi du 9 août 1889, relative aux habitations ouvrières;

l'arrêté royal du 30 octobre 1928, pris en exécution de la loi du 11 octobre 1919, instituant la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché;

l'arrêté royal du 27 février 1935 et du 15 janvier 1936, modifié le 30 mars 1939 et le 31 mars 1948, sur la Petite Propriété Terrienne;

les arrêtés d'exécution de la loi du 29 mai 1948, dite « loi de Taeye »;

l'arrêté du 1^{er} juin 1949, relatif au Fonds National du Logement;

l'arrêté du 10 février 1955, relatif à la lutte contre les taudis.

Tous ces arrêtés comportent des discriminations qui vont généralement au delà de la différence de prix du terrain dans les petites communes ou les grandes agglomérations.

Nous ajouterais que cette différence des prix des terrains ne nous paraît pas elle-même pertinente, puisque en la prenant en considération, on aboutit à priver l'acquéreur d'un bien des plus larges possibilités d'établissement qui lui sont ouvertes à la campagne, pour un même capital.

Mais ces arrêtés royaux ne peuvent être modifiés que par des arrêtés royaux et non par une loi.

De même, c'est du Gouvernement et non du Parlement que dépend l'égalisation de traitement des fonctionnaires.

Zulk een regeling is natuurlijk niet te verantwoorden en er dient een einde aan gemaakt te worden.

Verder is de toekenning van de rentetoeslag aan de vrij verzekeren afhankelijk van het kadastral inkomen van de eigendommen van de verzoeker en verschilt die toeslag volgens de gemeenten.

Een verzoeker met een inkomen van 5.200 frank zal geen rentetoeslag krijgen, indien hij een kleine of middelgrote gemeente bewoont, maar zal die wel krijgen indien hij naar een grote agglomeratie verhuist.

Wij stellen voor, met deze ergerlijke ongerijmdheid gedaan te maken en wijzen er nu reeds op, dat in de thans bij het Parlement aanhangige pensioenwet voor de zelfstandigen dient bepaald te worden dat de Koning de normen van de staat van behoefté voor de overgangsperiode zal vaststellen zonder een onderscheid te maken naar het bevolkingscijfer van de gemeenten.

* *

Inzake woningbouw en huisvesting is de discriminatie niet in de wet, maar in de uitvoeringsbesluiten of reglementen vastgelegd.

Dit is onder meer het geval voor :

het reglement ter toepassing van de artikelen 5 en 6 van de wet van 9 Augustus 1889 betreffende de arbeiderswoningen;

het koninklijk besluit van 30 October 1928, getroffen ter voldoening aan de wet van 11 October 1919, houdende instelling van de Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen en Woonvertrekken;

het koninklijk besluit van 27 Februari 1935 en van 15 Januari 1936, gewijzigd op 30 Maart 1939 en 31 Maart 1948, op de Kleine Landeigendom;

de uitvoeringsbesluiten van de wet van 29 Mei 1948, de zogenaamde « wet De Taeye »;

het besluit van 1 Juni 1949 betreffende het Nationaal Fonds voor Huisvesting;

het besluit van 10 Februari 1955 betreffende de krotbestrijding.

In al die besluiten komen discriminaties voor die over 't algemeen verder gaan dan het prijsverschil voor de grond in de kleine gemeenten of de grote agglomeraties.

Wij voegen hieraan toe dat ook dit verschil in de prijzen van de bouwgrond ons niet gewettigd lijkt, omdat het gevolg daarvan is, dat de koper van een goed aldus de ruimere mogelijkheden van vestiging verliest, die hem op het platteland voor hetzelfde kapitaal geboden worden.

Deze koninklijke besluiten kunnen echter slechts bij koninklijke besluiten, niet bij een wet gewijzigd worden.

Zo ook hangt het alleen van de Regering, niet van het Parlement af dat de ambtenaren op gelijke voet behandeld worden.

Ici aussi, nous croyons injustifiée la politique qui pénalise le fonctionnaire qui accepte de payer son attachement à une commune moyenne ou petite, par une navette qu'il s'impose journallement et qui impose cependant des efforts et des frais supplémentaires.

Nous pensons que si le Parlement veut bien approuver la proposition de loi que nous présentons et qui concerne les lois coordonnées sur les revenus et sur les pensions de vieillesse, le Gouvernement considérera que le Parlement a ainsi traduit dans deux secteurs particuliers une politique qu'il désire voir appliquer dans toute autre matière où se posera le problème du rétablissement de l'égalité des droits, au profit des villes de moyenne importance et des communes rurales.

Tels sont les buts de la présente proposition.

J. DUVIEUSART.

* * *

Proposition de loi rétablissant l'égalité des droits dans les villes d'importance moyenne et les communes rurales.

ARTICLE PREMIER.

L'article 25 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus est modifié comme suit :

a) Le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les personnes physiques, la taxe n'est pas due lorsque le revenu imposable n'atteint pas 22.000 francs. »

b) Les paragraphes 3 et 4 sont supprimés.

ART. 2.

L'article 45 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus est modifié comme suit :

a) Le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« L'impôt complémentaire personnel n'est pas dû lorsque le montant du revenu taxable ne dépasse pas 40.000 francs. »

b) Au paragraphe 2, les mots « Les minima indiqués au paragraphe 1^{er} sont augmentés » sont remplacés par « Le minimum indiqué au paragraphe 1^{er} est augmenté ».

Ook hier achten wij het onbillijk dat de ambtenaar benadeeld wordt, wanneer hij zijn gehechtheid aan een kleinere gemeente betaalt met een dagelijkse heen- en weerreis, hoewel dit hem meer moeite en geld kost.

Wij denken dat, indien het Parlement dit wetsvoorstel met betrekking tot de inkomstenbelastingen en de ouderdomspensioenen wil goedkeuren, de Regering zal oordelen dat het Parlement voor twee bijzondere sectoren een politiek heeft uitgestippeld, die het toegepast wil zien op elk ander gebied, waarop het vraagstuk van de gelijkgerechtigdheid voor de middelgrote steden en de plattelandsgemeenten bestaat.

Zulks is het doel van dit voorstel.

* * *

Wetsvoorstel tot herstel van de gelijkgerechtigdheid voor de middelgrote steden en de plattelandsgemeenten.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 25 van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen wordt gewijzigd als volgt :

a) Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de natuurlijke personen is de belasting niet verschuldigd, wanneer het belastbaar inkomen 22.000 frank niet bereikt. »

b) De paragrafen 3 en 4 worden weggelaten.

ART. 2.

Artikel 45 van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen wordt gewijzigd als volgt :

a) Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aanvullende personele belasting is niet verschuldigd wanneer het bedrag van het belastbaar inkomen 40.000 frank niet te boven gaat. »

b) In paragraaf 2, worden de woorden « De in paragraaf 1 bepaalde minima worden verhoogd » vervangen door « Het in paragraaf 1 bepaalde minimum wordt verhoogd ».

ART. 3.

L'article 46 des lois sur les pensions de vieillesse coordonnées par la loi du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 11 mars 1954, est modifié comme suit :

« Les rentes alimentaires que les descendants qui se trouvent dans l'aisance, sont, en vertu de la présente disposition, considérés pouvoir payer à leurs descendants, sont portées en ressources à ces derniers.

» Sont considérés comme étant dans l'aisance pour l'application de la présente disposition, les descendants dont les revenus, y compris ceux de leur conjoint, sont supérieurs à 60.000 francs. »

ART. 4.

L'article 47, 4^o, des mêmes lois sur les pensions de vieillesse est rédigé comme suit :

« 4^o Les personnes occupant une habitation dont le revenu cadastral est supérieur à 5.200 francs. »

J. DUVIEUSART.
H. LEYNEN.
G. MULLIE.
J. OBLIN.
A. USELDING.

ART. 3.

Artikel 46 van de wetten op het ouderdomspensioen, samengeordend bij de wet van 12 September 1946 en gewijzigd bij de wet van 11 Maart 1954, wordt gewijzigd als volgt :

« De alimentatierenten die de bemiddelde descendenteren geacht worden krachtens deze bepaling aan hun ascendenten te kunnen betalen, worden aan laatstgenoemden als bestaansmiddelen aangerekend.

» Worden, voor de toepassing van deze bepaling, als bemiddeld aangemerkt, de descendenteren, wier bestaansmiddelen, die van hun echtgenoot daarin begrepen, 60.000 frank te boven gaan. »

ART. 4.

Artikel 47, 4^o, van dezelfde wetten op het ouderdomspensioen wordt gewijzigd als volgt :

« 4^o De personen die een woning betrekken waarvan het kadastraal inkomen hoger is dan 5.200 frank. »